

## LES GROUPES DU CONSEIL MUNICIPAL S'EXPRIMENT...

**LES CONTRIBUTIONS PUBLIÉES DANS CES PAGES N'ENGAGENT PAS LA RÉDACTION DE GENNEVILLIERS MAGAZINE**



**FRONT DE GAUCHE ET CITOYEN-NES (PCF-PG-FASE)**

### FAIRE DU PROGRÈS HUMAIN NOTRE OBJECTIF COMMUN

→ **Sofia Manseri**

Les dernières annonces du gouvernement Macron mettent en lumière son réel positionnement sur l'échiquier politique. Se faire élire comme le candidat de tou-te-s contre l'extrême droite, pour finalement se mettre au service de l'élite économique et réactionnaire, quelle riche idée !

Toutes et tous citoyen-ne-s de notre ville et de notre société, adhérant à différentes organisations et mouvements politiques et de la société civile, nous sommes uni-e-s autour d'un projet de société, un projet qui met les personnes au centre de nos objectifs politiques. Cette société que nous voulons, nous avons

la chance de pouvoir l'expérimenter localement, en exigeant le meilleur pour nos habitant-e-s, et nous battant avec vous pour construire cette exigence.

Exigeons que ce qui est notre vie et notre ville populaire porte l'exigence du meilleur car nous y avons droit, obtenir et se donner les moyens du bonheur et de la dignité pour tou-te-s, ce sont de grands objectifs d'une société progressiste, que nous entendons appliquer le plus possible à Gennevilliers.

Nous savons que c'est audacieux de dire cela dans un contexte où nos habitant-e-s sont les premières cibles des politiques de précarisation conçues par les gouvernements successifs, que ce soit en termes de logement, d'emploi, d'éducation, d'accès au droit ou de santé. Mais nous pensons que nous ne devons pas céder à la résignation, c'est notre devoir de nous battre encore plus, avec vous, pour vous.

Contact : [grouppfdg@ville-genevilliers.fr](mailto:grouppfdg@ville-genevilliers.fr)



**GRUPE SOCIALISTE**

### ÉLECTION DES REPRÉSENTANTS DES LOCATAIRES HLM : ET SI VOUS VOUS PRÉSENTIEZ ?

→ **M. Blanca Fernandez**

Du 15 novembre au 15 décembre 2018, les locataires en HLM vont voter pour élire leurs représentants. Cette élection se déroulera auprès de l'ensemble des bailleurs au niveau national (vote par correspondance et par Internet). Il permet aux locataires de faire entendre leur voix pour la gestion de leur immeuble, du bailleur, sur les questions des charges, du vivre ensemble, etc.

Ces élections permettent également de créer du lien et des équipes pour porter des projets dans chaque immeuble

pour se rencontrer, échanger, s'entraider.

De plus, au moment où le logement social doit évoluer pour mieux répondre aux attentes des locataires et des demandeurs de logement, au moment où le gouvernement cherche à imposer des choix budgétaires allant à l'encontre des objectifs du logement social ; il est important que les locataires élisent des représentants disposant d'une légitimité forte pour pouvoir proposer d'autres solutions, d'autres idées.

Au niveau local aussi, les enjeux sont forts. Quel avenir pour l'office HLM ? Quelle forme et quelle organisation pour répondre aux besoins des Genevillois ? Quelles évolutions, quelles priorités, quels projets mettre en œuvre ? Autant de questions qui ont besoin pour trouver des réponses pertinentes, d'une mobilisation et d'une réflexion élargie au plus grand nombre de locataires.

Groupe.socialiste@ville-genevilliers.fr ; 01 40 85 63 56.



**GENNEVILLIERS ÉCOLOGIE**

### UN AUTRE LOGICIEL

→ **Richard Merra**

La transition écologique piétine : la planète se réchauffe, des terres disparaissent, les ressources sont en péril et les populations migrent. Que font les gouvernements ?

Ils tentent de fermer les frontières, faisant croire que le bateau national prend l'eau et que dans les brèches s'infiltreraient trop de flux humains. L'angoisse naît de l'état de la planète : eux la canalisent vers la peur de l'autre. Notre exécutif est tétanisé devant les vrais défis, ceux posés par la défense de notre environnement, ceux posés par l'intelligence artificielle et les robots qui bousculent le concept de travail et de distribution des richesses. Or il s'enferme dans le conservatisme du vieux monde.

L'intelligence artificielle et les robots compenseront les délocalisations, sans créer d'emplois, mais le débat sur ce que sera le travail et la distribu-

tion des richesses inquiète trop pour être sérieusement lancé. On en reste à la dictature de la croissance et de son PIB. C'est surréaliste !

Les citoyens sont en quête « d'autre chose » : de plus en plus de foyers consomment bio ; les entreprises de l'économie sociale et solidaire et les circuits courts se développent ; les consommateurs sont devenus une réalité. Pourtant, on les enferme dans de simplistes pensées binaires comme :

- les Gagnants contre les Perdants de la mondialisation, avec son libéralisme économique qui assurerait la ridicule promesse du « ruissellement ».
- La Nation contre le Cosmopolitisme qui offre un succédané d'identité par la cooptation à un peuple mythique incarné par son leader charismatique.

Non, la croissance du PIB n'assure pas plus la création d'emplois durables que la mutation de la production. Non, les enjeux de la modernité ne sont pas trop compliqués pour le citoyen.

La remise en question des dogmes productivistes et la prise en compte du réel ne sont pas de la science-fiction. Ce ne sont pas des lubies anticonformistes de pays riches. Cela demande d'assumer une rupture fondamentale et d'en finir avec les vieux schémas conservateurs et révolutionnaires nés avec l'industrialisation et la finance.



UNION DES GENNEVILLOIS-E-S

## ENSEMBLE CONTRE L'ESCLAVAGE MODERNE

→ Sonia Blanc

Le 19 février 2018, le tribunal correctionnel de Nanterre condamnait une prévenue à 18 mois de prison avec sursis pour « aide au séjour irrégulier », « travail dissimulé » et « soumission d'un mineur à des conditions de travail et d'hébergement indignes ». Ainsi, le tribunal sanctionnait des faits d'esclavage moderne commis sur une mineure entre 2000 et 2005, à Châtenay-Malabry ; autrement dit, pas si loin de chez nous...

L'actualité internationale et nationale atteste de la persistance de ce mal ancien et des nouvelles formes qu'il revêt : travail forcé, exploitation sexuelle, traite des êtres humains, mendicité forcée...

L'esclavage domestique est l'une de ces modalités et touche aussi bien des enfants, des adolescents que des hommes et des femmes. L'esclavagiste cible d'abord des personnes vulnérables : des étrangers en situation irrégulière venant aussi bien d'Asie que d'Afrique ou encore d'Europe de l'est, mais aussi

des nationaux, sur lesquels il dispose d'une certaine autorité, de préférence des personnes atteintes de déficience mentale. L'esclavage moderne se déroule dans l'intimité d'une maison ou d'un appartement situé dans les beaux quartiers ou dans un pavillon de banlieue, ou encore chez une famille habitant dans une tour d'un quartier défavorisé. Selon l'observatoire national de la délinquance et des réponses pénales, 6 victimes sur 10 de l'esclavage domestique sont exploitées par des membres de la famille ou des proches de son entourage.

Les victimes sont généralement contraintes de travailler plus de 16 heures par jour, sept jours sur sept pour une rémunération infime, lorsqu'elle existe. Leurs conditions de vie sont indignes (malnutrition, violences psychologiques et physiques quotidiennes, séquestration dans une pièce insalubre, sans mobilier avec couchage à même le sol...) et ont de graves répercussions (parfois irréversibles) sur leur santé physique et mentale.

Mais ces victimes sont isolées et pour leur venir en aide, il faut un regard attentif et une main tendue.

Alors, restons vigilants et ne détournons pas le regard, au contraire. N'oublions pas que « Lorsque l'homme s'habitue à voir les autres porter les chaînes de l'esclavage, c'est qu'il accepte lui-même un jour de les porter. » (Abraham Lincoln)

Le groupe d'union des Gennevillois-e-s se mobilise pour cette cause qui doit tous nous rassembler, et vous invite à participer aux événements des 5 et 10 mai pour lutter contre les différentes formes de l'esclavage.



LA FRANCE INSOUMISE - POUR UNE VILLE UNIE AU SERVICE DE TOUS

## AVRIL, MAI 2018... BIEN PLUS QU'UN CLIN D'ŒIL À MAI 68 !

→ Claire Fiquet

Avril, mai voient fleurir de toutes parts les luttes en défense de nos acquis sociaux, pour dire STOP à la casse des services publics, STOP à Macron et à son gouvernement, STOP à cette caste de nantis qui s'accrochent à leurs privilèges. Peu leur importe que nos biens communs soient détruits : ils visent leurs profits, pas le bien-être de tous ! Ils veulent toujours plus de mise en concurrence, de privatisations, de démantèlement des services publics, de nos hôpitaux, de nos écoles et universités, de nos transports publics, de notre poste... Et Macron, en bon président des riches, leur accorde tout ! Ne nous y trompons pas : derrière

les attaques contre tel ou tel secteur, ce qui est visé, c'est l'ensemble de ce qui fait « commun » dans notre société.

À Gennevilliers, nous sommes aux côtés de ceux de Géodis, de Carrefour, de tous ces salarié.e.s qui revendiquent une vie meilleure. Avec les organisations syndicales, les partis, les mouvements, les associations ! Avec les chômeurs, les retraités ! Avec les parents d'élèves, enseignant.e.s, les étudiant.e.s... ! Nous allons, en chantant, battre le pavé aux côtés des cheminots, des agents hospitaliers... les 19 avril, puis le 5 mai pour faire « la fête à Macron », le 13 mai... Que toutes ces actions convergent pour gagner... et ce sera un coup d'arrêt à la casse, un formidable encouragement pour ce peuple qui se lève.

Que résonnent nos colères et nos espoirs pour un avenir en commun, de solidarité, de progrès humain, un avenir qui remet au centre de nos préoccupations les questions sociales, écologiques et démocratiques, au service de toutes et tous !



LES RÉPUBLICAINS - DIVERS DROITE

## NOUVELLE POLICE DE PROXIMITÉ OU POLICE DE SÉCURITÉ QUOTIDIENNE

→ Jacqueline Marichez-Cléro

La police de proximité est une doctrine de l'emploi de la police nationale instaurée à partir de 1998. En France, l'objectif principal poursuivi par la création de la police de proximité semble résider dans la volonté des politiques de juguler le « sentiment d'insécurité », et de prévenir la délinquance, d'où l'idée de transformer l'image de la police nationale afin de favoriser ses rapports avec la population et de faciliter le « vivre ensemble ».

Annoncée en août 2017 par le ministre de l'Intérieur actuel, pour une mise en place avant la fin de la même année afin de remplir la promesse électorale du président Macron, la police de sécurité du quotidien ou PSQ devrait permettre de réinventer pour la 9ème fois le concept sur de « nouvelles bases » afin de prendre en compte les évolutions de ces dernières années. En France, par exception au reste du monde, c'est initialement une doctrine d'emploi de la police nationale. Elle ne se confond pas avec la police municipale qui est par définition plus proche des habitants et donc de son terrain d'action. Pour la méthode, il s'agit de « construire avec les élus de terrain, la population et l'ensemble des acteurs les solutions de sécurité ». Le développement de la police de proximité vise à substituer à une police essentiellement réactive et mobilisée sur des missions de maintien de l'ordre, une police plus anticipatrice,

plus proche et plus à l'image et conforme aux attentes de la population, et capable d'apporter des réponses satisfaisantes en matière de sécurité, de dissuasion et de répression. Autrement dit, police de proximité et police municipale seraient non seulement compatibles mais surtout complémentaires et indispensables à l'éradication de la délinquance sous toutes ses formes. Asnières avait sa Zone de sécurité prioritaire (ZSP), sa Brigade spécialisée de quartier (BSQ)... elle aura maintenant sa Police de sécurité du quotidien (PSQ). Le quartier des Mourinoux, à Asnières, celui des Fossés-Jean à Colombes et le Luth, à Gennevilliers, constituent donc l'un des « trente quartiers prioritaires » répartis dans le pays (triste palmarès pour une ville soit-disant sans problème) pour lesquels ils bénéficieront de « moyens supplémentaires ».

Quinze à trente policiers de plus, dont les missions devraient être affinées. Le ministère de l'Intérieur annonce trois vastes objectifs : un rapprochement avec la population, des partenariats locaux et un traitement judiciaire renforcé. En gros, il s'agit d'être plus présent et plus accessible.

Si cette zone d'Asnières, Colombes et Gennevilliers a été retenue, c'est notamment à cause d'une augmentation des « atteintes aux personnes ». En tous les cas, la municipalité, sous l'égide de son maire communiste, n'a pas souhaité bénéficier de ces renforts prétextant diriger une commune sans histoire.

Nous attendons donc du gouvernement qu'il donne enfin les moyens aux forces de l'ordre et aux élus de combattre ce cancer qui empoisonne le quotidien des Français et notamment des Gennevillois.

Nous nous associons à la douleur de la famille et des proches du Colonel Beltrame, décédé dans l'exercice de ses fonctions et non pas, comme l'ont indiqué les médias, dans un esprit de sacrifice ultime.

Pour contacter la Présidente : jacqueline.clerod@wanadoo.fr

La permanence : lesrepublicains92230@free.fr



CITOYENS ÉCOLOGISTES DÉMOCRATES ET INDÉPENDANTS

## POLITIQUE SPORTIVE : VISER L'EXCELLENCE POUR NOS JEUNES

→ Brice Nkonda

Tribune corédigée avec Laetitia Ghirardi. Gennevilliers a été labellisée « Ville active et sportive » : cette distinction récompense, il est vrai, une politique volontariste d'équipement en installations sportives. À l'aube des Jeux olympiques 2024, notre ville doit se préparer à aller « Citius, Altius, Fortius » [plus vite, plus haut, plus fort] car Paris 2024, c'est demain. Nous devons profiter de cet événement majeur pour donner un élan à notre jeunesse. Le sport, c'est certes améliorer son bien-être, rencontrer d'autres personnes, mais c'est aussi le dépassement de soi, le goût de l'effort, la recherche de l'excellence avec, pourquoi pas, la possibilité de participer à ces JO.

Alors que nous devrions avoir cette ambition pour nos jeunes, l'actualité récente nous montre qu'une minorité d'entre eux se laisse encore happer par une violence sans issue. Or, pour stopper cela, le sport est aussi un bon levier : comme chacun sait, il est vecteur de paix, de respect, d'amitié et, plus largement, une école de la vie. En s'appuyant sur ces vertus insuffisamment exploitées, la municipalité devrait développer et diversifier les sections sportives dans les collèges gennevillois, ainsi qu'au lycée, en ayant recours aux associations implantées dans notre ville. Cela contribuerait à canaliser l'énergie de nos enfants.

Pour ces raisons, notre politique sportive (un sport = une association) doit évoluer, et donner des moyens suffisants à TOUS. Chaque association peut avoir une vision différente du sport, sans que cela n'engendre un dysfonctionnement au niveau des infrastructures sportives. Et pour cause, les budgets et équipements municipaux sont de nature à satisfaire tout le monde. Il faut juste un brin de volonté pour que tout le monde puisse cohabiter. C'est aussi cela l'esprit du sport.